



Les Français et la souveraineté numérique

Sondage Ifop pour OVHcloud

N° 117792

Contact Ifop :

Jean-Philippe Dubrulle

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

Janvier 2021



1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour OVHcloud

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 028** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil

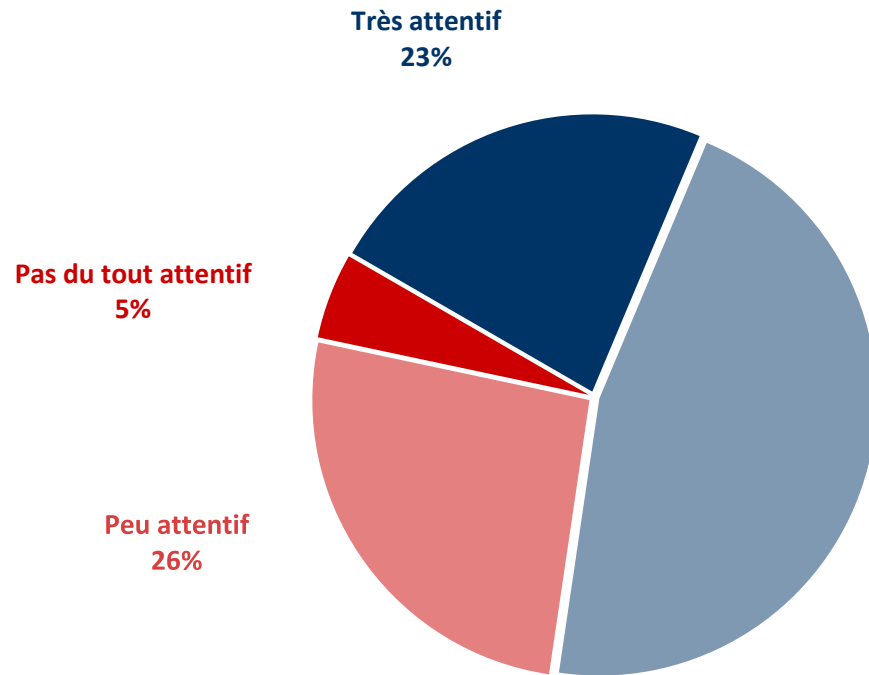


Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 8 janvier.

2 | Les résultats de l'étude

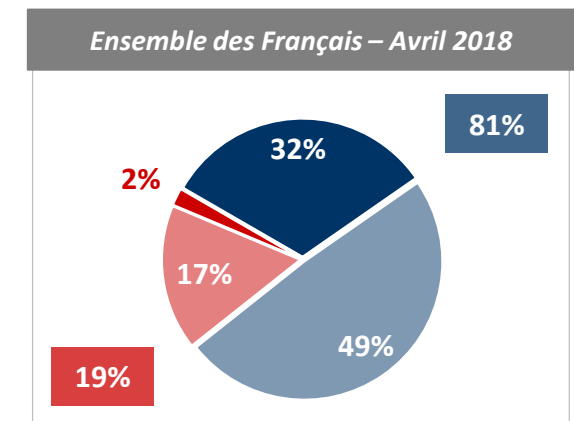


QUESTION : Une donnée personnelle désigne toute information qui permet d'identifier une personne physique (par exemple un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, etc.). Lorsque vous utilisez Internet, êtes-vous attentif au traitement qui est fait de vos données personnelles ?



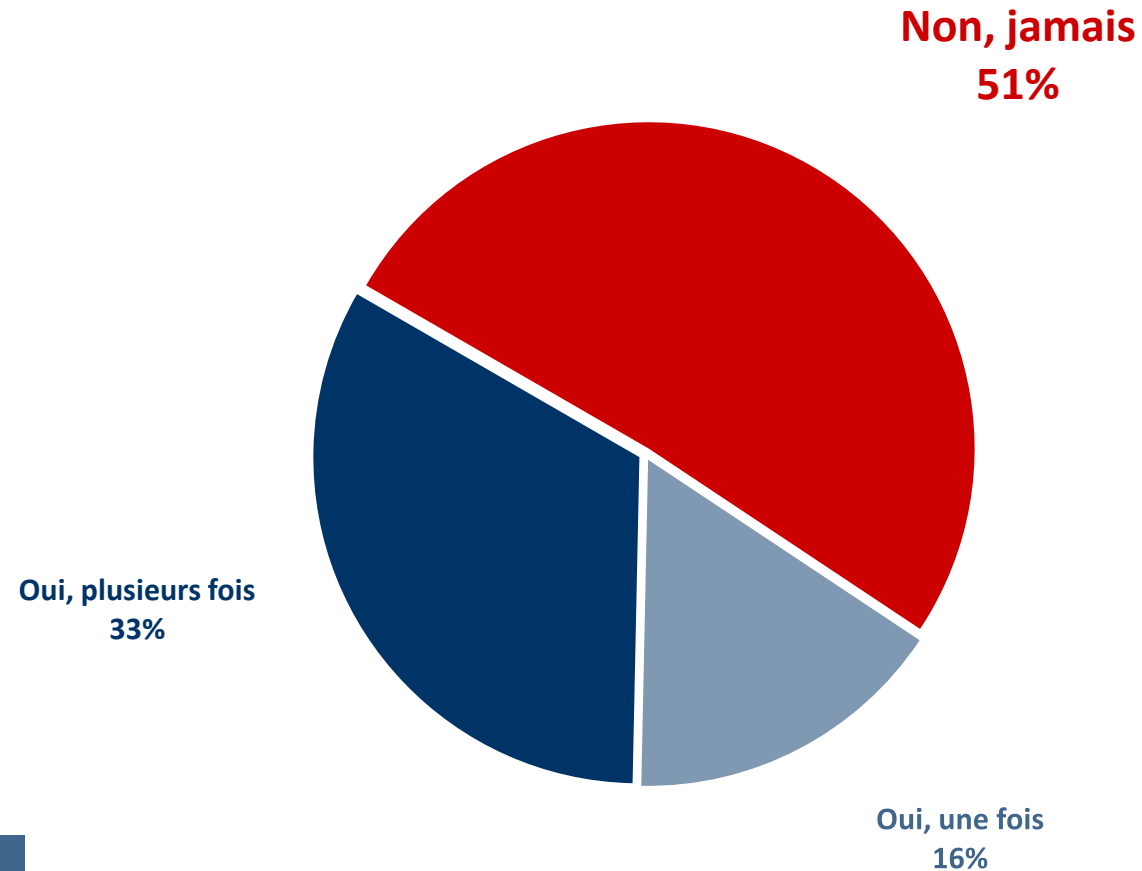
TOTAL
Attentif
69%

TOTAL
Pas attentif
31%



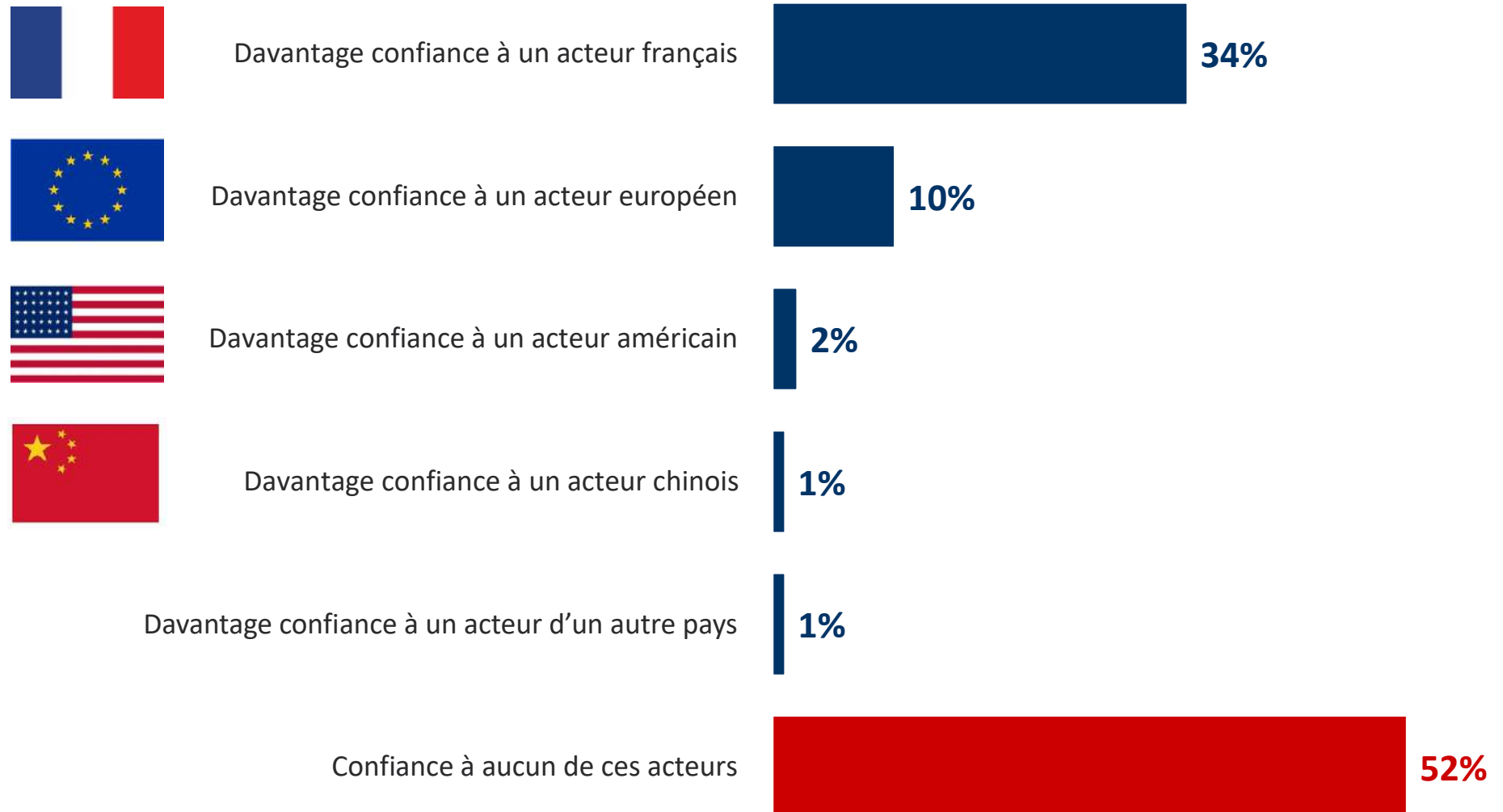
Sondage Ifop pour Renaissance Numérique réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 12 avril 2018 auprès d'un échantillon de 1018 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

QUESTION : Et vous est-il déjà arrivé de vous demander dans quel pays étaient stockées les données personnelles que vous aviez pu laisser sur Internet ?

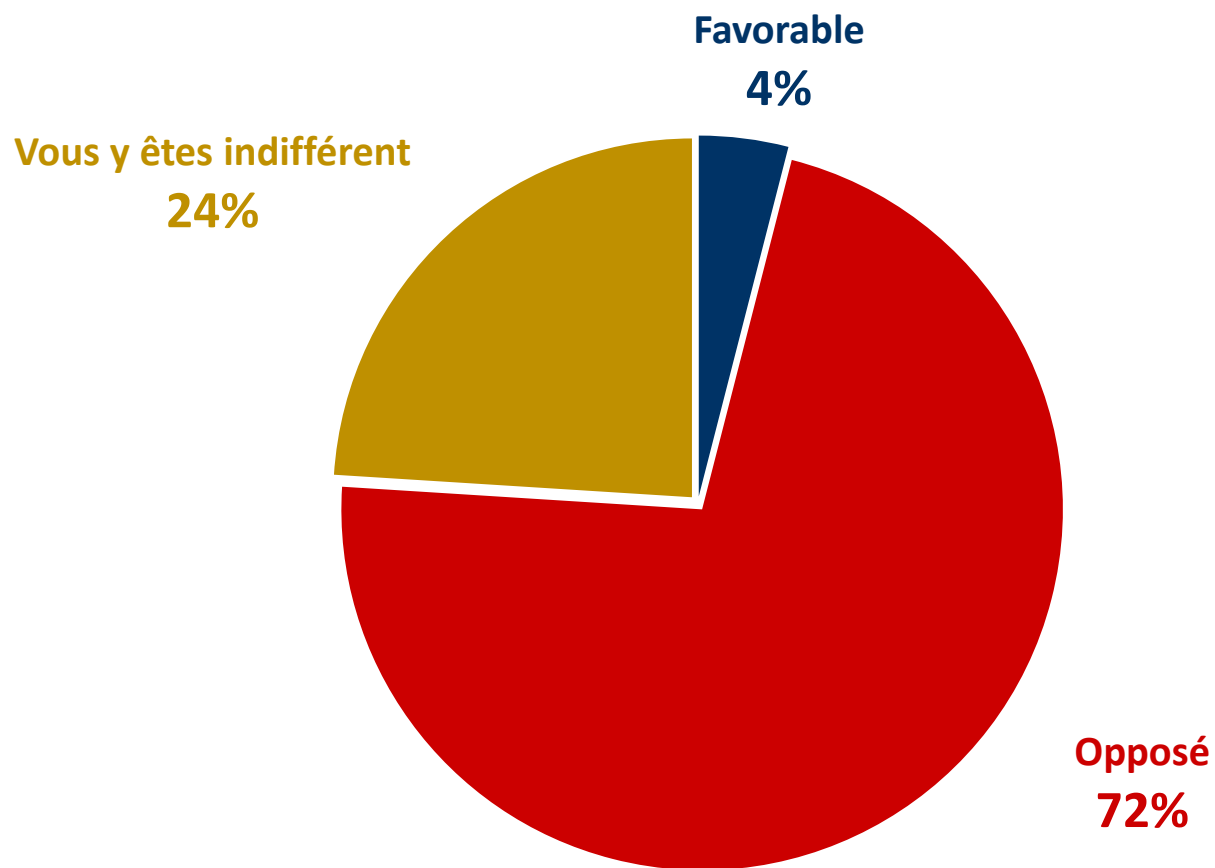


TOTAL Oui
49%

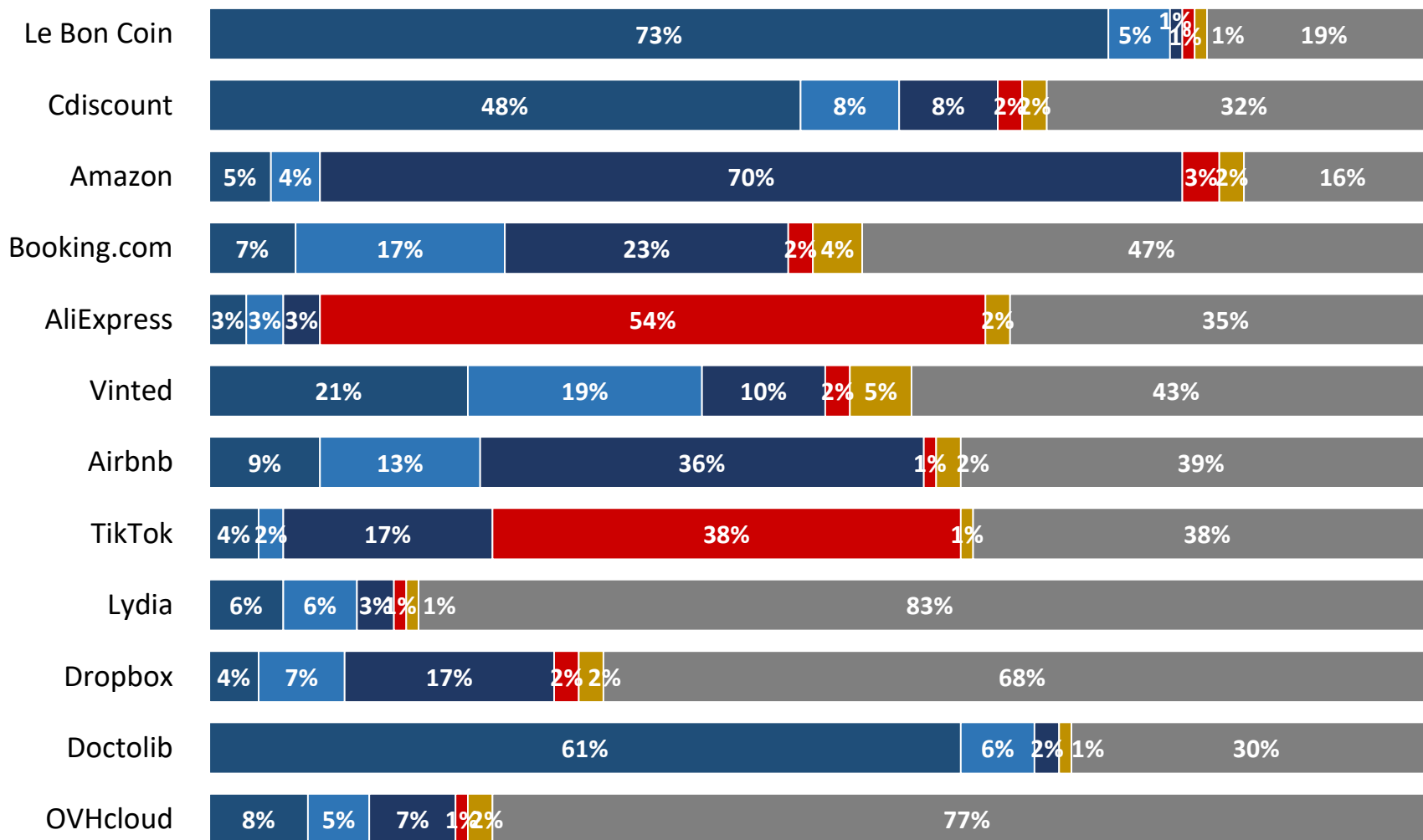
QUESTION : De manière générale, pour assurer la protection de vos données personnelles (non-divulgation à des tiers, etc.), faites-vous... ?



QUESTION : De manière générale, êtes-vous favorable ou opposé à ce que vos données personnelles soient stockées en dehors de l'Union européenne ?



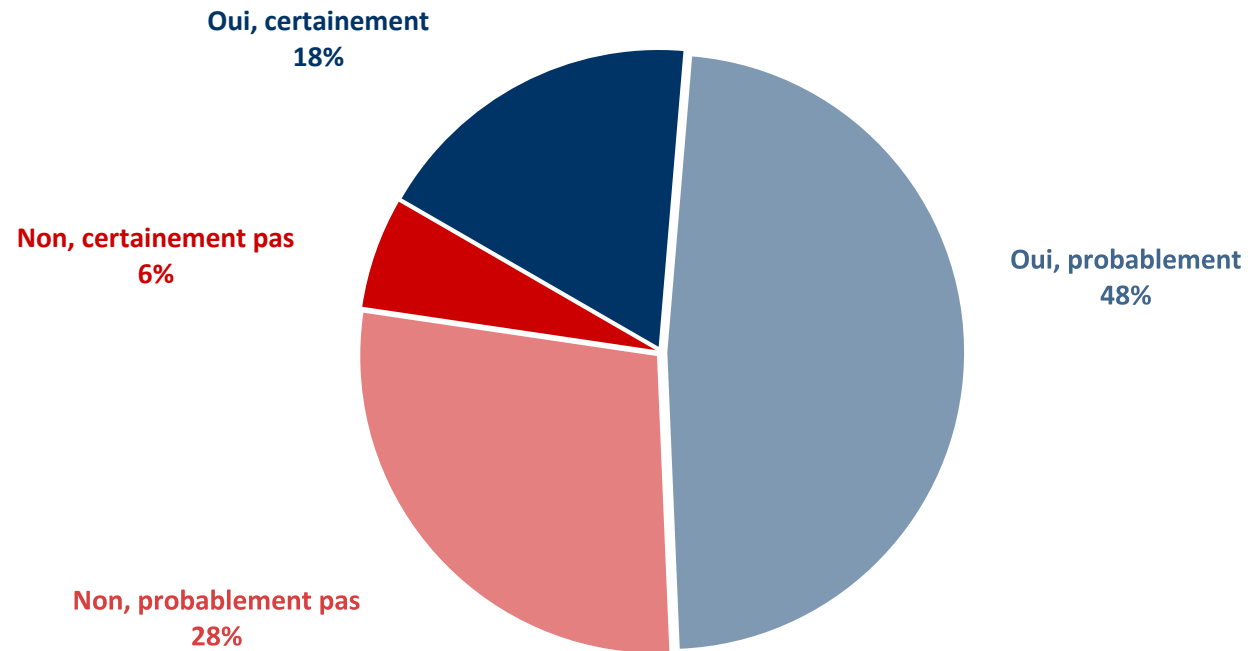
QUESTION : D'après ce que vous en savez, de quel pays est originaire chacun des services numériques suivants ?



La disposition à renoncer à un service numérique peu transparent sur le traitement des données personnelles

QUESTION : Seriez-vous prêt à renoncer à un service numérique (ou à recourir à une alternative concurrente) parce qu'il n'indique pas clairement comment vos données personnelles sont utilisées et où elles sont stockées ?

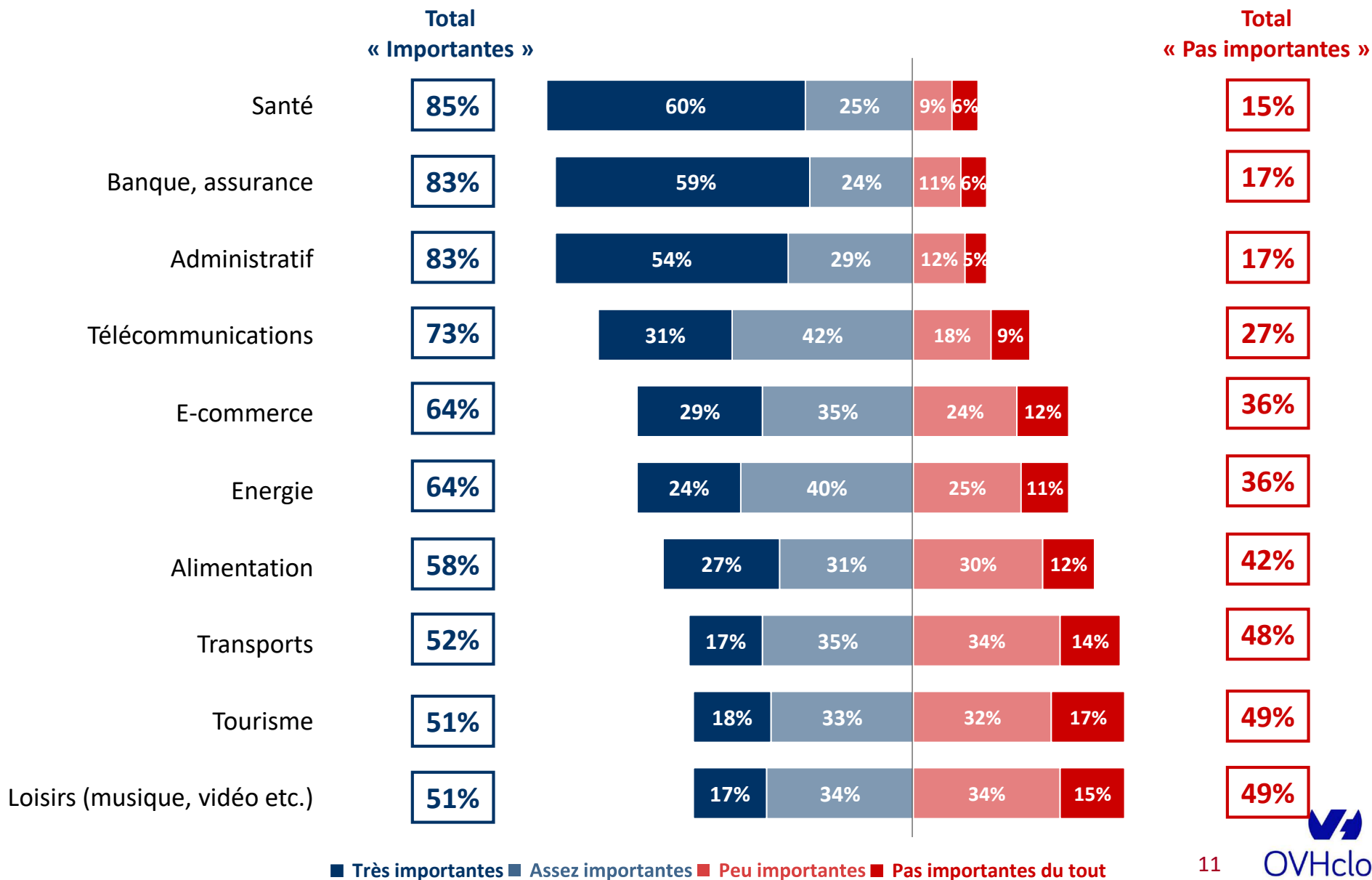
TOTAL Oui
66%



TOTAL Non
34%

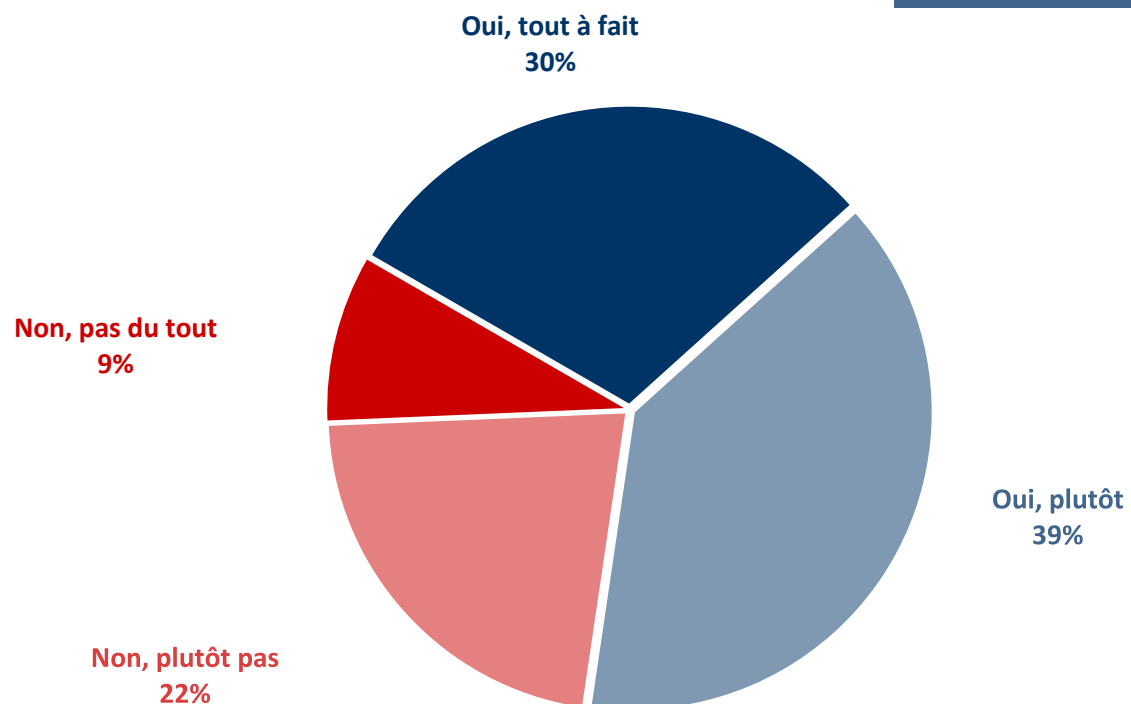
Les secteurs qui priment en matière de souveraineté numérique

QUESTION : Diriez-vous que vous avez des attentes importantes ou pas importantes en matière d'utilisation et de stockage de vos données personnelles pour chacun des secteurs de services numériques suivants ?



QUESTION : Vous personnellement, avez-vous le sentiment d'être contraint d'utiliser les services des géants du Web américains (ex : les « GAFAM », Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, etc.) en raison du manque d'alternatives venant d'autres pays, notamment d'Europe ?

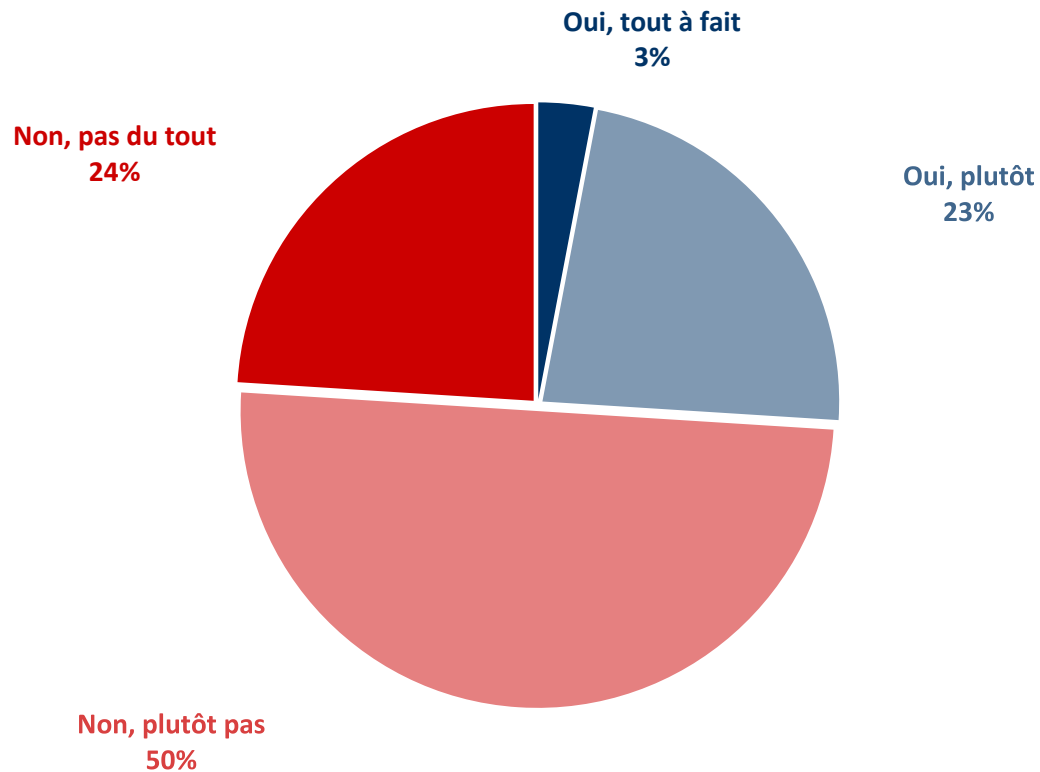
TOTAL Oui
69%



TOTAL Non
31%

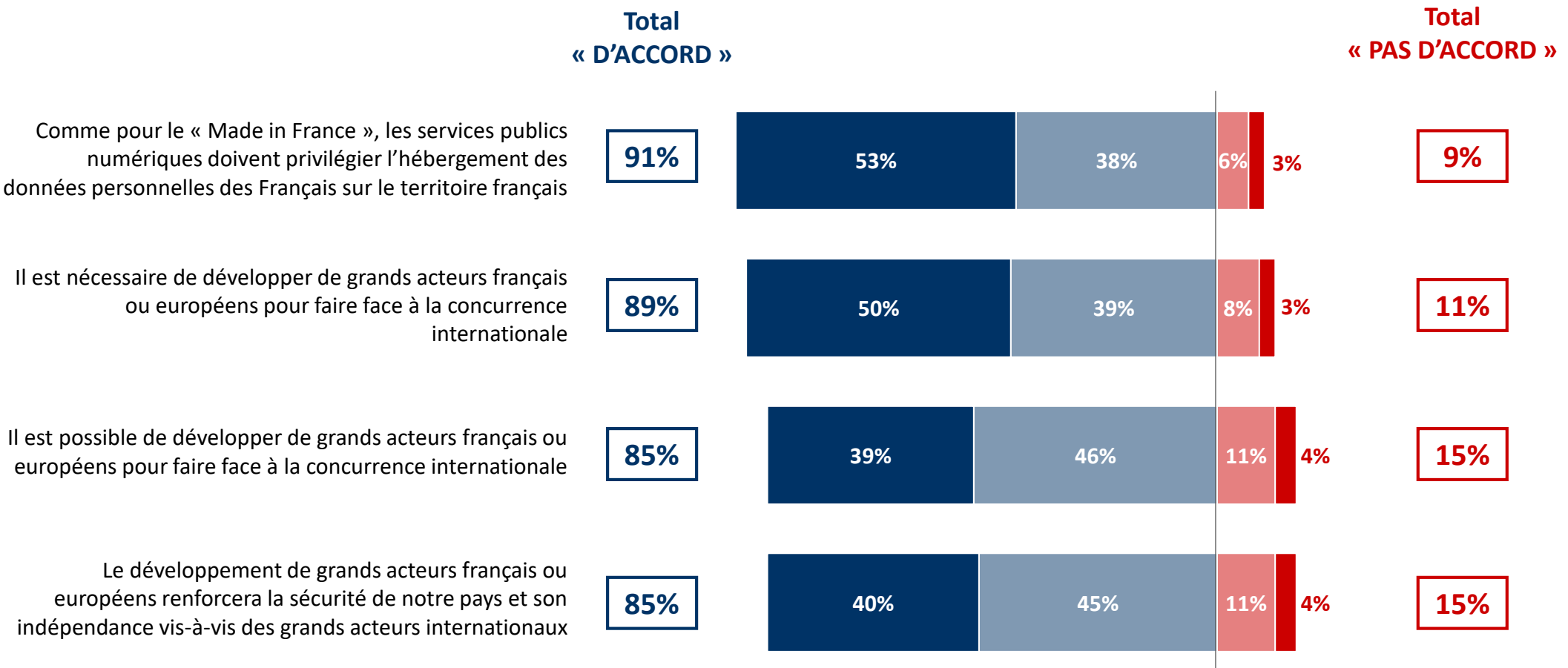
QUESTION : De manière générale, estimez-vous qu'à l'heure actuelle, l'Europe se donne suffisamment les moyens (en matière d'entreprises, de services et de législation) pour limiter la domination des « GAFAM » dans le secteur numérique et faire émerger des acteurs locaux ?

TOTAL Oui
26%



TOTAL Non
74%

QUESTION : Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes d'accord ou pas d'accord ? En matière de numérique et de protection des données...



Données personnelles : des Français sensibilisés, mais sans recours évident

Données personnelles, tous concernés ? **Aujourd'hui, plus de deux tiers des Français (69%) affirment être attentifs au traitement qui est fait de leurs données personnelles lorsqu'ils utilisent Internet**, preuve que cette préoccupation est, à l'heure du « tout-numérique », considérablement rentrée dans les mœurs. Bien que massif, ce chiffre se révèle toutefois en baisse par rapport à avril 2018, où il s'établissait à 81%, bénéficiant sans doute de l'entrée en vigueur du RGPD (règlement général sur la protection des données) et de l'exposition de sa problématique dans de nombreux médias.

Outre la vigilance à l'égard du traitement de leurs données personnelles, la moitié des Français (49%) se sont déjà demandés dans quels pays celles-ci pouvaient être stockées ; une proportion importante pour une considération au demeurant « technique », qui montre bien la montée de la question de la « souveraineté numérique », dans un contexte où les scandales de fuites de données font régulièrement la une et où les batailles autour du déploiement de la 5G ou de l'essor de TikTok ont révélé à une part de l'opinion l'existence des luttes « territoriales » dans la sphère numérique. Dans cette jungle, aucun pays hôte ne recueille les faveurs d'une majorité de Français : 52% affirment même ne faire confiance à aucun pays pour assurer la protection de leurs données personnelles, quand un quart privilégierait un acteur français (34%) et 10% un acteur européen.

Malgré cette défiance, l'Europe semble constituer une valeur refuge : 72% des Français se disent opposés à ce que leurs données personnelles soient stockées en dehors de l'Union européenne, où l'entrée en vigueur du RGPD a permis de renforcer leur protection et de mettre au jour les différents traitements subis par les données (notamment par l'apparition des fameux « bandeaux RGPD » sur la plupart des sites). **Dans le détail, et sur la thématique des données personnelles en général, les plus âgés et les catégories socioprofessionnelles supérieures apparaissent davantage concernées et sujettes à des questionnements. A contrario, les catégories populaires et surtout les plus jeunes se montrent moins sensibles à ces enjeux.**

Un flou entretenu par des services internationaux et concurrence faussée

Interrogés sur le pays d'origine de différents services numériques, les Français parviennent à identifier correctement la plupart des acteurs nationaux testés : ainsi, pour 73%, Le Bon Coin est bel et bien originaire de France, comme Cdiscount pour 48% et Doctolib pour 61%. En revanche, et en raison d'une faible notoriété auprès du grand public, Lydia n'est associée à la France que par 6% (83% déclarant ne pas pouvoir se prononcer), de même qu'OVHcloud (correctement associé par 8%, 77% ne se prononçant pas). Du côté des services d'origine étrangère, la plupart sont aussi bien identifiés, à l'exception notable de deux items : Booking.com, groupée d'origine néerlandaise considérée comme américaine par 23% des Français, et Vinted, société d'origine lituanienne que 21% croient... française (sans doute en raison des campagnes de publicité télévisées localisées). Sur l'ensemble des services testés, on observe une proportion de Français (parfois très forte) qui n'est pas en capacité de situer géographiquement son origine, ce qui pose nécessairement problème en matière de transparence du pays de stockage des données personnelles relatives à ces mêmes services. Autrement dit, **le flou en matière de nationalité de ces services entretient mécaniquement le flou autour des conditions de traitement des données personnelles, dans une société où l'on a vu qu'une part importante des Français s'interroge sur ces enjeux.**

Preuve éclatante de cette attente de clarté en matière de données personnelles : **deux tiers des Français (66%) affirment qu'ils seraient prêts à renoncer à un service numérique (ou à recourir à une alternative concurrente) parce qu'il n'indique pas clairement comment leurs données personnelles sont utilisées et où elles sont stockées.** Une attente d'autant plus forte qu'une nette majorité estime être limitée dans ses choix : **69% des Français s'estiment contraints d'utiliser les services des géants américains du Web par manque d'alternatives, notamment européennes.**

Les attentes des Français en matière de souveraineté numérique s'expriment d'ailleurs encore plus fortement dans certains secteurs : **85% des Français déclarent ainsi avoir des attentes importantes en matière de données personnelles vis-à-vis des services relatifs à la santé** – secret médical oblige, au même niveau que d'autres secteurs sensibles comme la banque-assurance (83%) et l'administratif (83%).

Une adhésion massive à l'affirmation de la souveraineté numérique

Alors que les Français affirment leurs attentes à l'égard d'une plus grande transparence vis-à-vis de leurs données personnelles, leur défiance porte aussi sur la capacité des institutions à faire émerger des alternatives : **seule une personne sur quatre (26%) estime ainsi que l'Europe se donne suffisamment les moyens** (en matière d'entreprises, de services et de législation) pour limiter la domination des « GAFAM » dans le secteur numérique. Cette désespérance à l'égard de l'Europe se manifeste d'ailleurs aussi bien chez les proches des partis traditionnellement eurosceptiques que d'autres, parfois très pro-européens.

Pour autant, en matière de souveraineté numérique et pour bâtir un écosystème local vertueux en matière de protection des données, les Français sont loin d'être pessimistes. Non seulement ils estiment possible de développer de grands acteurs français ou européens pour faire face à la concurrence internationale (85% y souscrivent), mais ils sont aussi nombreux à considérer ce chantier comme nécessaire (à 89%, donc 50% « tout à fait d'accord ») et facteur susceptible de renforcer notre sécurité et notre indépendance (85%). Cet appel à l'émergence de solutions locales fait écho au besoin d'interagir avec des acteurs plus proches de l'utilisateur, où ce dernier ne sera pas laissé sans information ni recours concernant la territorialité de son empreinte numérique. Ces aspirations sont résumées dans une attente très concrète : **91% des Français (dont 53% de réponses « tout à fait d'accord) considèrent que, comme pour le « Made in France », les services publics numériques doivent privilégier l'hébergement de données personnelles des Français sur le territoire français.**